

## Convention de gestion pour le portage de construction d'un équipement communautaire dédié à la petite enfance

Entre le **Centre Intercommunal d'Action Sociale du Bassin de Marennes** dont le siège se situe 23 rue Dubois Meynardie 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE et représenté par Madame Mariane LUQUÉ, Vice-présidente, ci-après désigné « le CIAS » d'une part,

Et

la **Communauté de Communes du Bassin de Marennes** dont le siège se situe 24 rue Dubois Meynardie 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE, représentée par Monsieur Patrice BROUHARD, Président, ci-après désignée « la CCBM » d'autre part.

**Vu** l'article L. 5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire de la CCBM du 15 novembre 2017, n°2017/CC08/15, portant transfert de la compétence « Action sociale d'intérêt communautaire » au CIAS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration du CIAS du 18 décembre 2017, portant modification des statuts du CIAS pour intégrer la compétence action sociale d'intérêt communautaire sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes du Bassin de Marennes au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

*Il est préalablement exposé ce qui suit :*

**Considérant** que l'article L. 5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public ; et que dans les mêmes conditions, ces collectivités territoriales et établissements publics peuvent confier à la communauté de communes la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions ;

**Considérant** qu'il résulte des dispositions précitées que le CIAS peut confier à la CCBM le portage du projet de construction d'un équipement communautaire dédié à la petite enfance ;

**Considérant** que la présente convention conclue sur ce fondement n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation, par le CIAS, du portage du projet de construction d'un équipement communautaire dédié à la petite enfance ;

**Considérant** que la présente convention de coopération n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général et répond aux conditions fixées par l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique et l'article L. 3211-6 du Code de la commande publique relatif aux contrats de concession et peut ainsi être passée sans mise en concurrence ni publicité préalable ;

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup> – Objet de la convention

Le CIAS propose à la CCBM, qui l'accepte, de poursuivre l'exécution des missions ci-dessous nécessaires en vue d'assurer la continuité des services et des opérations engagées *relevant de la compétence Action sociale d'intérêt communautaire*, pendant la durée mentionnée à l'article 2 de la présente convention. Les missions faisant l'objet de la présente convention et qui seront exercées par la CCBM sont :

- *Etudes pré-opérationnelles ;*
- *Diagnostic préalable ;*
- *Etudes des charges de fonctionnement inhérentes à l'activité induite par cet équipement ;*
- *Etudes et diagnostics divers, notamment SPS et opérations de contrôle ;*
- *Maîtrise d'œuvre de travaux ;*
- *Sollicitation de subventions ;*
- *Travaux.*

#### Article 2 – Durée de la convention

La présente convention prend effet dès lors que les délibérations concordantes des organes délibérants du CIAS et de la CCBM sont adoptées et rendues exécutoires selon les dispositions réglementaires en vigueur, pour la durée de réalisation de l'équipement.

### **Article 3 – Conditions organisationnelles**

La CCBM exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte du CIAS. Elle s'engage à respecter la réglementation applicable aux missions qui lui incombent au titre de la présente. Elle s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui seront confiées, dans la limite des moyens décrits dans le volet financier de la présente convention.

Elle prend toutes décisions, actes, et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. Ces décisions, actes ou conventions mentionnent le fait que la CCBM agit au nom et pour le compte du CIAS.

### **Article 4 – Conditions financières**

La réalisation par la CCBM des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

### **Article 5 – Résiliation de la convention**

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties.

La présente convention pourra également être résiliée par l'une des parties en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie. La résiliation interviendra 30 jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

### **Article 6 – Responsabilités – Litiges**

La CCBM est responsable de l'exercice des missions objet de la présente convention. Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Le Président de la CCBM et la Vice-présidente du CIAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux à Marennes-Hiers-Brouage, le [...]

Pour le CIAS,

Par délégation du Président,  
La Vice-Présidente,  
Madame Mariane LUQUÉ

Pour la CCBM,

Le Président,  
Monsieur Patrice BROUHARD

PROJET